



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES D'AFRIQUE AUSTRALE

Une publication du SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

DE PRETORIA

N°6 – 6 au 12 février 2023

Au programme cette semaine :

- **Afrique du Sud :** La Banque centrale évalue le coût des délestages électriques à 2 points de PIB en 2023
- **Afrique du Sud :** La confiance des entreprises atteint son niveau le plus bas depuis décembre 2021
- **Afrique du Sud :** Les productions manufacturière et minière se contractent en 2022
- **Afrique du Sud :** Retours sur le salon Investing Mining Indaba
- **Afrique du Sud :** Transnet prévoit de réduire son réseau ferroviaire
- **Afrique du Sud :** Vivo Energy rachète la majorité des parts d'Engen
- **Botswana :** Le gouvernement présente un budget de relance pour 2023/24
- **Namibie :** 100 M NAM (6,2 M EUR) investis pour le secteur agricole
- **Zambie :** La Banque centrale rehausse le ratio minimum des réserves légales à 11,5%
- **Zimbabwe :** La Banque centrale publie sa déclaration de politique monétaire
- **Zimbabwe :** Les exportations agricoles vers la Chine atteignent des chiffres records

Zoom sur... Annonces du Président Ramaphosa lors du discours sur l'Etat de la nation

Cyril Ramaphosa a présenté jeudi 9 février son discours sur l'Etat de la nation (*State of the Nation Address*) devant le parlement. Le discours présidentiel a été longuement perturbé par l'intervention du parti de l'opposition EFF. Le président a annoncé la mise en place du *State of national disaster*, un cadre d'état d'urgence national qui permettra selon le gouvernement de répondre avec plus de flexibilité à la crise énergétique et à ses effets. Le président a également décidé de nommer un Ministre de l'Electricité, placé auprès de la présidence, chargé de superviser les réponses à la crise énergétique, ainsi que les travaux du Comité national de la crise énergétique (NECOM). Il travaillera également en lien avec le conseil d'administration d'Eskom pour veiller à la diminution voire la suppression des délestages et pour assurer la bonne mise en place du plan d'action énergétique national. Le Ministre des Entreprises publiques gardera la tutelle d'Eskom, il pilotera également la restructuration de l'entreprise et sera chargé de la mise en œuvre de la transition énergétique juste. Le président a également évoqué la sécurité de l'approvisionnement en eau, la hausse des investissements dans l'agriculture ainsi que plusieurs mesures de lutte contre la criminalité et de renforcement du système judiciaire.

Afrique du Sud

La Banque centrale évalue le coût des délestages électriques à 2 points de PIB en 2023 (SARB)

Dans son communiqué de politique monétaire du 26 janvier, la Banque centrale sud-africaine (SARB) a mis à jour son estimation du coût des délestages électriques sur l'économie nationale. L'institution monétaire évalue désormais l'impact des délestages sur la croissance du pays à -2 points de PIB en 2023 (contre seulement -0,6 point de PIB en 2019 pour la croissance de la même année), en lien avec la récente et forte aggravation de la crise énergétique (250 jours de délestages anticipés en 2023, correspondant à 200 journées pleines de coupures, contre 161 en 2022 et 22 en 2019). Le coût pour l'économie de chaque niveau de délestages a en revanche été revu significativement à la baisse, du fait de l'adaptation progressive des acteurs économiques, qui tentent progressivement de trouver des solutions alternatives à l'opérateur national électrique Eskom. La perte quotidienne est ainsi estimée à moins d'1,2 M ZAR pour les niveaux 1 et 2 (contre 358 à 386 M ZAR estimés en mai 2019), et à entre 204 et 899 M ZAR pour les niveaux 3 à 6 (contre respectivement 415 et 773 M ZAR pour les niveaux 3 et 4 en 2019). Les entreprises communiquent de plus en plus ouvertement sur les pertes engendrées par ces délestages quasi-quotidiens : SA Canegrowers, association de producteurs de la filière sucrière, estime que des délestages continus aux niveaux 4 à 6 coûteraient plus de 723 M ZAR à ses producteurs (plus de 1,8 Mds ZAR si les niveaux 6 à 8 étaient atteints). La situation sociale devient ainsi explosive, la population souffrant de plus en plus de cette situation. Conscient de cette situation, le Président Ramaphosa a déclaré l'état d'urgence le 9 février lors de son Discours sur l'Etat de la Nation (SONA), ainsi que la création d'un ministère de l'Electricité.

La confiance des entreprises atteint son niveau le plus bas depuis décembre 2021 (S&P Global)

L'indice PMI (Purchasing Manager Index) S&P Global SA a atteint 48,7 points en janvier, son plus bas niveau depuis décembre 2021. L'indicateur, qui mesure la confiance du secteur privé dans son ensemble (secteurs minier, manufacturier, des services, de la construction et du commerce – sur la base de données recueillies auprès d'un panel de 400 entreprises) passe sous la barre des 50 points (signe d'une perception d'une contraction de l'activité par les chefs d'entreprise) pour la première fois depuis trois mois. Cette mauvaise performance s'explique par la baisse des commandes (la plus forte en un an) enregistrées au mois de janvier par les entreprises interrogées, dans un contexte d'intensification des délestages électriques. Ceux-ci, qui atteignent des niveaux inédits, occasionnent de fortes perturbations sur les chaînes d'approvisionnement, et pèsent tant sur la production (en baisse pour le cinquième mois consécutif) que sur la demande.

Les productions manufacturière et minière se contractent en 2022 (StatsSA)

Selon l'agence nationale de statistiques StatsSA, la production manufacturière a diminué de 4,7% en glissement annuel au mois de décembre, et de 0,3% sur l'ensemble de l'année 2022. L'indicateur mensuel atteint ainsi son niveau le plus bas depuis janvier 2021, marqué par la pandémie de la Covid-19. Les postes qui ont le plus contribué à la contraction sont le « pétrole et produits chimiques » (-12% en g.a, soit une contribution négative de 2,7 points), les « produits métallurgiques, autres produits minéraux non métalliques, machines et équipements » (-7%, soit une contribution négative de 1,3 point), et les « produits alimentaires » (-4,4%, soit -1,2 point). A noter à l'inverse la bonne performance du secteur des « véhicules et matériel de transport » (+12,9%, soit +0,8 point). L'activité manufacturière, qui avait diminué de 4,2% au premier trimestre, a poursuivi sa contraction au deuxième trimestre (-2,6%) sous l'effet des inondations dans le Kwazulu-Natal, avant de rebondir au troisième trimestre (+8,8%). Elle s'est réduite à nouveau au quatrième trimestre au quatrième trimestre 2022 (-1,6%). La production minière s'est quant à elle contractée de 3,5% au

mois de décembre par rapport à la même période de l'année précédente, et de 7,2% sur l'ensemble de l'année 2022. Il s'agit du onzième mois consécutif de contraction de l'indicateur, malgré une hausse de la production mensuelle corrigée des variations saisonnières de 1,2% au mois de décembre. Le recul mensuel a été particulièrement marqué pour les minerais de fer (-15,2% soit une contribution négative de -2,1 points), les diamants (-36,9%, soit -1,9 point), et les métaux du groupe platinoïde (-5,3%, soit -1,5 point). La baisse des volumes de production a toutefois été compensée par la hausse des prix, les ventes ayant en effet progressé de 0,1% en glissement annuel au mois de décembre, et de 2,8% sur l'ensemble de l'année 2022.

Retours sur le salon Investing in African Mining Indaba

Le salon Mining Indaba, qui regroupe les plus grands acteurs mondiaux du secteur minier, s'est tenu à Cape Town du 6 au 9 février 2023. Plus grand salon minier d'Afrique, il rassemble les acteurs du secteur pour soutenir développement des activités minières et renforcer les investissements novateurs sur le continent africain. Le salon a été fortement marqué par la croissance de la demande mondiale en faveur des métaux de la transition : cobalt, cuivre, nickel, graphite et les métaux du groupe du platine (PGM). Ces métaux sont nécessaires pour répondre à la demande d'infrastructures pour les énergies renouvelables et sont vus comme des opportunités importantes pour le continent. Une grande partie des interventions a également été axée sur la sécurité de l'approvisionnement en métaux et sur le sujet de l'exploitation minière durable et conforme aux principes RSE. Les trois jours de salon ont été ouverts par Gwede Mantashe, Ministre des Mines et de l'Industrie suivi de l'intervention du Président Cyril Ramaphosa le lendemain qui s'est exprimé sur le potentiel du secteur minier pour le continent africain et en particulier pour l'Afrique du Sud. Pour rappel le secteur minier représente en Afrique du Sud presque un million d'emplois directs et indirects. En 2022, la production minière en Afrique du Sud a atteint un record de 62 Mds EUR (1,18 Tr ZAR). 25 projets d'énergies

renouvelables, qui représentent une capacité totale de 2,8 GW, ont par ailleurs été signés ces six derniers mois avec le secteur minier qui multiplie les investissements pour générer sa propre électricité.

Transnet prévoit de réduire son réseau ferroviaire

L'entreprise publique, qui exploite les trains, ports et pipelines du pays, prévoit de réduire d'au moins 35% le réseau ferroviaire de fret de 20 000 km qu'elle exploite. Transnet a été touchée par une pénurie de pièces pour ses locomotives et un vandalisme croissant avec le vol de ses câbles et ne peut plus assurer sereinement les coûts d'un réseau ferroviaire aussi grand que celui d'Afrique du Sud. 164 de ses locomotives étaient hors service en 2022, chiffre en hausse de 23% par rapport à l'année précédente, en raison d'un manque de pièces de rechange. D'autres part, les exportations du terminal charbonnier de Richards Bay, sur la côte est du pays, sont à leur plus bas niveau en trois décennies en 2022. Le gouvernement a donc décidé de réduire les coûts d'une partie du réseau en fermant définitivement certaines lignes ou en externalisant leur opération au secteur privé. Si elle est mise en œuvre, la nouvelle stratégie de Transnet permettrait d'affréter plus de locomotives pour le transport minier, source importante de revenus pour l'opérateur, les tarifs de Transnet étant basés sur le poids des chargements. Lors de son intervention au SoNA (State of Nation Address), le Président Ramaphosa a annoncé que Transnet allait également s'associer à des entreprises du secteur privé dans ses activités portuaires en concluant des partenariats à Durban et Ngqura, afin de permettre de nouveaux investissements dans les ports et améliorer leur efficacité.

Vivo Energy rachète la majorité des parts d'Engen

La compagnie pétrolière sud-africaine Engen et le néerlandais Vivo Energy ont fusionné leurs activités pour étendre leurs opérations à 27 pays d'Afrique, sous réserve des approbations réglementaires. Ce nouveau groupe fait

désormais parti des plus grandes sociétés de distribution d'énergie en Afrique. Il compte à son actif 3900 stations-services et possède 2 Mds de litres de capacités de stockage sur le continent. Vivo Energy a racheté la participation de Petronas, multinationale pétrolière et gazière malaisienne, dans Engen à hauteur de 74%. Vivo Energy est devenu dès lors l'actionnaire majoritaire de l'entreprise. Les parties n'ont pas divulgué de détails financiers. Vivo Energy est une société néerlandaise de production, de distribution et de commercialisation de produits pétroliers. Elle est titulaire exclusive de la licence pour la production, la commercialisation des produits Shell en Afrique. D'autres part, Engen est le leader du marché de la distribution de produits pétroliers en Afrique du Sud et compte 1 300 stations-service dans sept pays africains.

Botswana

Le gouvernement présente un budget de relance pour l'exercice 2023/24

Le 6 février, la ministre des Finances, Mme Peggy O. Serame, a présenté son budget pour l'exercice 2023/24. Alors que le budget de l'exercice précédent, le premier pour la ministre nommée en avril 2021, visait avant tout à remettre les finances publiques sur une trajectoire plus soutenable, ce nouveau budget, qui s'inscrit dans un contexte plus favorable (prévision de déficit pour l'exercice 2022/2023 revue à 2,0% du PIB, contre 3,4% précédemment), est un budget de relance. Le gouvernement souhaite retrouver la dynamique de croissance prévue dans le plan Vision 2036, qui vise à transformer le Botswana en pays à haut revenu d'ici 2036. Le budget 2023/24, élaboré sur la base de prévisions de croissance de 6,7% en 2022/2023 et de 4,0% en 2023/2024, prévoit ainsi un creusement du déficit de 7,6 Mds BWP (0,6 Md EUR), soit 3,1% du PIB sur l'exercice en cours. Pour l'exercice 2023/2024, l'Etat anticipe des recettes de 79,8 Mds BWP (5,7 Mds EUR, soit 29,7% du PIB), en augmentation de plus de 11,5% par rapport aux chiffres révisés du budget en cours, en lien avec la hausse des recettes fiscales issues de l'industrie minière (-3% -- première contributrice avec environ 29,3% des revenus totaux) et la

hausse des revenus issus de la TVA (+11% et 17% des revenus). Les dépenses devraient quant à elle s'élever à 87,4 Mds BWP (6,3 Mds EUR, soit 32,6% du PIB), en hausse de 14,3%. Elles seront portées par les dépenses d'investissement (+27,9% à 21 Mds BWP), tandis que les dépenses de fonctionnement augmenteraient dans une moindre mesure (+13%, soit 60,3 Mds BWP, soit 4,3 Mds EUR). Pour couvrir les besoins de financement, le gouvernement devrait recourir dans une mesure équivalente au marché domestique (38%) et à l'endettement international (34%). Il renoue également avec le financement via le compte d'investissement du gouvernement (28%), dont les réserves ont été reconstituées sur l'exercice en cours.

Namibie

100 M NAM (6,2 M EUR) investis pour le secteur agricole

Le ministère de l'Agriculture a mobilisé 100 M NAM pour creuser et réhabiliter plusieurs barrages en terre dans le nord du pays. Cette décision a été prise après que plusieurs plaintes ont été remontées concernant la récolte des eaux de crues. Le manque de barrages et le faible état des infrastructures empêchent l'eau des inondations d'être récupérée. Le Ministre de l'Agriculture, de l'Eau et des Territoires, Jona Musheko, a déclaré que le budget serait réparti en plusieurs fonds qui attribueraient les subventions à des régions spécifiques dans le nord du pays. En raison des difficultés économiques qui ont affecté le budget national, le ministère a dû donner la priorité aux activités ministérielles critiques telles que l'approvisionnement en eau potable, réduisant ainsi les fonds disponibles pour l'excavation ou la construction et la réhabilitation de barrages en terre.

Zambie

La Banque centrale rehausse le ratio minimum des réserves légales de 9% à 11,5%

Dans une circulaire adressée aux banques commerciales, le vice-gouverneur de la Bank of Zambia, Francis Chipimo, a annoncé une augmentation de 250 points du ratio minimum de réserves légales. Cette décision, qui prendra effet le 13 février, s'inscrit dans un contexte défavorable au Kwacha, qui s'est déprécié de 5,8% depuis le premier janvier et de 9,4% sur les deux derniers mois par rapport à l'USD. L'institution monétaire cherche ainsi à stabiliser le Kwacha par rapport aux autres monnaies via une augmentation des réserves de devises des banques commerciales, qui doit entraîner une diminution de la quantité de monnaie disponible sur le marché. Cette mesure est cependant critiquée par l'association bancaire zambienne (*Bankers association of Zambia*), qui pointe les conséquences négatives de cette décision sur le niveau de prêts qui pourront être proposés (renforcement du coût des nouveaux dépôts et des prêts et réduction de la quantité de capital disponible). L'association estime que les efforts du gouvernement et de l'institution monétaire pour protéger le système financier et réduire l'inflation pourraient peser sur l'investissement et s'avérer néfastes à long terme. Pour rappel, le taux d'inflation, compris entre 9,7 et 9,9% en glissement annuel entre juin et décembre, a baissé à 9,4% au mois de janvier.

Zimbabwe

La Banque centrale publie sa déclaration de politique monétaire

Le comité de politique monétaire de la Banque centrale (Reserve Bank of Zimbabwe – RBZ), qui s'est réuni le 2 février, a décidé d'abaisser son taux directeur de 50 points à 150%. Le taux directeur avait été fixé à 200% au mois de juin dernier dans un contexte d'inflation galopante (taux d'inflation à 192% au mois de juin, culminant à 285% au mois d'août). Si celle-ci reste extrêmement élevée (230% en glissement annuel au mois de janvier), l'inflation mensuelle s'est en revanche nettement réduite (+1,1% en janvier, soit son niveau le plus bas en quatre ans, contre +30,7% au mois de juin). Le gouvernement prévoit désormais une «inflation combinée»

(calculée sur la base d'un panier de prix en USD et ZWL, 70% des dépenses domestiques étant réalisées en USD) mensuelle inférieure à 1,5% en 2023, qui conduirait à une inflation annuelle de 30%. L'institution a également assoupli ses exigences concernant les produits des exportations (dont le taux de rétention en devises étrangères est passé de 60% à 75%) et des opérations sur les marchés étrangers (augmentation du taux de rétention de 80% à 85%), annonçant toutefois dans le même temps, dans un souci d'égalité, la fin des exemptions dont bénéficiaient les entreprises exportatrices du *Victoria Falls Stocks Exchange* (qui bénéficiaient jusque-là d'un taux de rétention de 100%). Le taux de financement à moyen terme (*Medium term facility*) a par ailleurs été réduit de 100% à 75%. En parallèle, la Banque centrale poursuit sa politique d'émission de pièces en or, et autorise les banques commerciales et les bureaux de change à obtenir des dollars USD à travers le système d'enchère sans passer uniquement par le système interbancaire. Les taux de rémunération annuels minimum des dépôts en ZWL ont enfin été ajustés à 30% et ceux de l'épargne à 50% (contre 40 et 80% précédemment) - en parallèle, les taux en USD sont maintenus respectivement à 1% et 2%.

Les exportations agricoles vers la Chine atteignent des chiffres records

Le commerce global entre la Chine et le Zimbabwe a augmenté de presque 30%, atteignant un niveau record de 2,43 Mds USD en 2022. La Chine a importé 657 M USD de produits agricoles, une hausse de presque 23% par rapport aux résultats de 2021. La Chine est un grand marché pour les produits agricoles zimbabwéens, tels que le tabac, les noix de macadamia et le coton. Elle est devenue l'un des principaux partenaires commerciaux du Zimbabwe, devenant le troisième importateur de produits zimbabwéens en 2022. A noter que le Zimbabwe demeure malgré tout un petit partenaire commercial pour la Chine. Il ne comptait que pour 3% des achats totaux du pays en 2020. Les exportations agricoles du Zimbabwe vers la Chine devraient encore augmenter après que les deux pays ont signé en 2022 un protocole sur les agrumes qui pourrait accroître les

exportations d'agrumes vers la Chine, l'un des plus grands consommateurs mondiaux.

	Taux de change au	Evolution des taux de change USD (%)			
	09/02/2023	Sur 1 semaine	Sur 1 mois	Sur 1 an	Depuis le 1 ^{er} janvier
Afrique du Sud	17,71 ZAR	-3,8%	-4,0%	-14,4%	-4,1%
Angola	504,3 AOA	0,0%	-0,1%	3,4%	-0,1%
Botswana	12,8 BWP	-1,0%	-1,5%	-11,1%	-1,3%
Mozambique	63,2 MZN	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Zambie	19,2 ZMW	-0,8%	-5,6%	-2,6%	-6,0%

Note de lecture : un signe positif indique une appréciation de la monnaie.

Source : OANDA (2022)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international